



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 21 – Semaines du 13 décembre au 31 décembre 2021

SOMMAIRE

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Des supermarchés de l'UE boycottent la viande brésilienne après des allégations de "blanchiment de bétail".
- ❖ La déforestation a augmenté de 79% dans les zones protégées, en trois ans d'administration Bolsonaro.

Changement climatique et Environnement

- ❖ Une gestion durable peut rendre l'élevage brésilien neutre en émissions de GES.
- ❖ La BNDES étudie un modèle de concession d'infrastructures, "couplées" à des actifs environnementaux.

Énergie

- ❖ Helexia Brasil, filiale de Volterra, et Telefónica signent un contrat record de production d'énergie distribuée.
- ❖ La vente aux enchères des volumes excédentaires des blocs de Sépia et Atapu confirme le fort intérêt pour les champs pétroliers pré salifères brésiliens, malgré la transition énergétique.
- ❖ Le géant minier brésilien Vale vend ses actifs à Moatize (Mozambique) et se retire du charbon.

Eau, assainissement, déchets

- ❖ En octobre 2021, la crise de l'eau avait déjà coûté 16,8 Mds BRL en énergie.
- ❖ 42 Mds BRL d'investissements engagés depuis le nouveau cadre réglementaire.
- ❖ Le renouvellement des contrats d'eau et d'assainissement dans le viseur du gouvernement.

Infrastructures & Transports

- ❖ 79 mises en concession d'infrastructures en 2021 et de fortes ambitions pour 2022.
- ❖ Le développement ferroviaire brésilien à nouveau sur les rails.
- ❖ Le gouvernement approuve le modèle et les conditions de la privatisation de deux entreprises publiques.



Amazonie & Biomes brésiliens

Des supermarchés européens boycottent la viande brésilienne après des allégations de "blanchiment de bétail"

Cinq chaînes de supermarchés européennes et un fabricant de produits alimentaires¹ ont annoncé le 15/12 qu'ils **ne vendraient plus de bœuf originaire du Brésil ou de produits carnés liés à la société brésilienne JBS** en raison des **récentes allégations de déforestation**. Si les engagements varient d'une entreprise à l'autre, ces décisions ont été adoptées à la suite d'une **enquête menée par les ONG Repórter Brasil et Mighty Earth** qui a souligné que la grande distribution internationale (UE, EUA, Royaume-Uni) continuait à acheter au Brésil de la viande issue de la déforestation et a accusé le groupe JBS d'exploiter un système de **"blanchiment de bétail"**. Des **bovins élevés sur des terres issues de la déforestation, seraient ainsi transférés vers des exploitations agricoles « en règle », avant d'être vendus et abattus**. Des situations similaires auraient été identifiées au sein des chaînes de production d'autres grands acteurs du secteur au Brésil, tels que Marfrig ou Minerva. En réponse, JBS a déclaré appliquer une **tolérance zéro** à l'égard de la déforestation illégale et a **exclu plus de 14 000 de ses fournisseurs ne respectant pas ses normes**. L'entreprise s'est défendue arguant aussi que le **suivi des fournisseurs indirects (qui vendent des veaux et des bovins maigres destinés à être engraisés) était un défi** pour l'ensemble du secteur, mais qu'elle avait l'intention de **créer un système à cet effet d'ici 2025**. Le groupe **Carrefour** a réagi en rappelant son engagement en faveur de chaînes d'approvisionnement **zéro déforestation** et ses actions en cours en la matière (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

La déforestation a augmenté de 79% dans les zones protégées en trois ans d'administration Bolsonaro

Alors que le ministère de l'environnement se félicitait récemment de la baisse de 19% des alertes à la déforestation en Amazonie au mois de novembre (par rapport à novembre 2020), l'Instituto Socioambiental (ISA) révèle une **augmentation de 138% de la déforestation au sein des terres indigènes sur les années 2019 à 2021**, par rapport à la période de 2016 à 2018, et de **79% sur la sommes des unités de conservation (UC) et terres autochtones**, par rapport à la même période. Les UC sont réglementées par la loi 9985 de 2000, qui institue le **système national d'unités de conservation (SNUC) et encadre les activités pouvant y être pratiquées** afin de préserver la biodiversité. Il peut s'agir d'une utilisation durable - lorsque les communautés locales sont autorisées à extraire des ressources, en respectant des normes spécifiques - ou d'une protection totale - lorsque toute activité extractive est strictement interdite. Selon l'étude ISA, les UC fédérales "font face à des **niveaux élevés d'invasions et d'illégalité dans l'exploitation des ressources naturelles**". Parmi les **334 UC fédérales, 14 représentent 90% de la perte de végétation**. Dix d'entre elles se trouvent dans l'**Etat du Pará**. Pour les terres autochtones, le bassin du fleuve Xingu (Etat du Pará également) représente près de la moitié des pertes de forêts. Au global, **la déforestation en Amazonie a atteint 13 235 km², entre août 2020 et juillet 2021**, selon l'Institut national de la recherche spatiale (Inpe). Ce **chiffre est le plus élevé depuis 2006** (Article [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

¹ Les six réseaux sont les groupes néerlandais Ahold Delhaize et Lidl Netherlands (qui appartient au groupe

allemand Lidl), Carrefour Belgium, le français Auchan et les britanniques Sainsbury's et Princes Group.

Climat & Environnement

Une gestion durable peut rendre l'élevage brésilien neutre en émissions de GES

L'impact du secteur de l'agriculture et de l'élevage sur le changement climatique et les engagements signés relativement à la **réduction de 30% des émissions de méthane à 2030, à laquelle a adhéré le Brésil**, ont été l'un des points centraux de la COP26.

Conscient des enjeux, le ministère de l'agriculture a **créé 4 groupes de travail** pour assurer le suivi de ces thèmes, l'un d'entre eux étant consacré aux **émissions de méthane**. Le GT identifiera les actions d'atténuation existantes, les classera suivant leur pertinence et proposera, **dans un délai de 90 jours, une stratégie d'action nationale pour promouvoir la réduction des émissions de méthane**.

Selon les chercheurs, **seuls 10% des 17 M hect, qui ont déjà été exploités suivant des pratiques durables l'ont été à partir de techniques avancées**. Ces dernières années, les études ont démontré qu'il est **possible de réduire, voire de neutraliser, les émissions de GES** de l'élevage bovin grâce à une **bonne gestion des pâturages**, à l'**intégration élevage-culture-reforestation** (sur les parcelles, en exploitant les cycles saisonniers de culture) et à la **prise en compte de l'ensemble du « système élevage »**, incluant aussi la **gestion des sols et capture du carbone associée** (article [ici](#)).

La BNDES étudie un modèle de mise en concession d'infrastructures, "couplées" à des actifs environnementaux

Initiative sans précédent au Brésil, la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) travaille à la structuration d'un nouveau modèle pour les concessions d'infrastructures (autoroute, port, par exemple), par lequel les **enchères porteraient sur la combinaison d'une infrastructure et d'actifs environnementaux**. Le

lauréat de l'appel d'offres deviendrait ainsi responsable de la gestion et exploitation d'un **parc national** (qui peut être exploité à des fins de tourisme et de visite) ou d'une **forêt publique** (avec une gestion durable du bois et d'autres produits).

Le **nouveau mécanisme pourrait être lancé en 2022**, selon le directeur des concessions et des privatisations, M. Fábio Abrahão, qui indique que la BNDES pourrait développer un **portefeuille de concessions environnementales de près de 14 M hect**, soit une superficie légèrement supérieure à celle d'un pays comme la Grèce. La liste comprend 54 unités de conservation (UC) dans huit États.

Ces mises en concession « combinées » pourraient **répondre à deux défis**. Premièrement, à mesure que les mises en concession pour les parcs nationaux et les forêts considérées comme plus rentables progressent, **le portefeuille résiduel correspond à des actifs plus difficiles à rendre viables économiquement**. Deuxièmement, le **marché brésilien qui n'a pas encore atteint sa maturité** et compte un nombre relativement limité d'acteurs.

Pour la BNDES, le mécanisme pourrait être reçu positivement par les **groupes d'infrastructures qui doivent atténuer l'impact environnemental** de leurs activités et **rendre tangibles leurs pratiques ESG**, face aux demandes croissantes des investisseurs. Avec la gestion directe ou croisée d'un parc ou d'une forêt, le futur concessionnaire pourrait même **réduire ses émissions de GES**, atteindre la **neutralité climatique** voire **générer des crédits à échanger sur le marché carbone**. Un autre avantage potentiel serait de **qualifier les entreprises pour l'émission d'obligations vertes**, avec accès à des lignes de crédit différenciées.

Actuellement, la **BNDES a en portefeuille, mis aux enchères ou à l'étude, 46 unités de conservation totalisant 10 millions hect. et huit forêts nationales totalisant 4,1 M hect.** (article [ici](#)).



Helexia Brasil, filiale de Voltalia, et Telefónica signent un contrat record de production d'énergie distribuée.

17 centrales photovoltaïques seront installées dans les 5 Etats de Rondônia, Mato Grosso do Sul, Paraná, São Paulo et Ceará. En **concession sur 20 ans**, elles seront **financées par Helexia Brasil**. Ces centrales auront une **capacité installée de 60 MWc** et produiront **l'équivalent de l'approvisionnement en électricité de 24 000 foyers**. L'énergie produite sera injectée dans le réseau national, Système National Intégré (SIN), et **transformée en crédits pour Telefónica**, opérateur brésilien de télécommunications, qui réalisera ainsi **30% d'économies sur ses consommations énergétiques**. Voltalia coordonnera le développement des parcs solaires, qui doivent **entrer en exploitation au premier semestre 2022**. Helexia signe ainsi son premier contrat au Brésil et a pu bénéficier du soutien de Voltalia et de certains partenaires locaux pour l'identification des sites et la conception et faisabilité des projets (articles [ici](#) et [ici](#)).

La vente aux enchères des volumes excédentaires des blocs de Sépia et Atapu confirme le fort intérêt pour les champs pétroliers pré salifères brésiliens, malgré la transition énergétique

Tenue le 17 décembre, cette vente aux enchères est **la 3^{ème} plus importante de l'histoire de l'industrie pétrolière et gazière brésilienne** en termes de collecte de primes à la signature (11,1 Mds BRL – 1,740 Md EUR). **TotalEnergies** et Shell, deux des groupes ayant largement diversifié leurs activités et parmi les mieux positionnées sur les champs pré salifères brésiliens, paieront respectivement **2,9 Mds BRL (455 M EUR)** et 1 Md BRL (160 M EUR) de primes à la signature pour l'exploitation des excédents mis aux enchères. La **société française a**

construit une offre pour une part de 28% dans le consortium qui a remporté l'exploitation des excédents de Sepia (avec Petrobras (30%), Petronas (21%) et Qatar Petroleum (21%)) et de 22,5% dans le consortium gagnant pour Atapu (avec Petrobras (52,5%) et Shell (25%)). Hormis le fait que ces champs soient déjà en exploitation, la **forte attractivité** de ces actifs s'explique entre autres par **leur faible coût d'extraction et la maîtrise des impacts sur l'environnement**. La forte productivité de ces puits permet en effet de faibles volumes d'émissions réduisant fortement l'intensité de carbone par baril émis. Face à la perspective d'une baisse de la demande mondiale de pétrole, les entreprises pétrolières se concentrent sur les projets les plus performants (en termes de coûts et d'émissions). Petrobras, moins agressive que ses concurrents mondiaux dans la diversification de ses activités, fait du pétrole pré salifères une priorité dans sa stratégie de transition énergétique ; la Major publique brésilienne déboursa environ 4,2 Mds BRL (659 M EUR) de primes à la signature pour ses parts dans les consortiums qui exploiteront les excédents de Sepia et Atapu (article [ici](#)).

Le géant minier brésilien Vale vend ses actifs à Moatize (Mozambique) et se retire du charbon

Cette transaction marque le **retrait du géant minier brésilien Vale du secteur du charbon** pour accélérer sa **transition vers une exploitation minière à faibles émissions de carbone**. Elle doit toutefois être encore approuvée par les autorités réglementaires du Mozambique et du Malawi. Les **actifs de Vale au Mozambique ont été vendus à Vulcan Minerals**, une filiale du groupe indien Jindal, pour 270 M USD (238,4 M EUR). Cette vente comprend la mine de Moatize et le Couloir Logistique de Nacala (CLN, qui traverse le Malawi). Vale recevra

80 M USD (70,1 M EUR) directement à la vente puis 190 M USD (167,8 M EUR) de l'activité des actifs vendus, avec un accord de redevance de 10 ans. **Entre janvier et septembre 2021, Vale a produit 5,678 M Tonnes de charbon à Moatize**, une hausse de 22,2% par rapport à la production de l'an dernier sur la même période. Le président de Vale, Eduardo Bartolomeo, a annoncé aux investisseurs la fin d'une

réduction importante de la trésorerie grâce à cette vente alors que l'entreprise avait dépensé 1,4 Md USD (1,24 Md EUR) au Mozambique en 2020. La société a souligné que les investissements réalisés pendant 15 ans dans cette région représentent un « héritage permanent » pour les deux pays (le chemin de fer traverse le Malawi) et sont « un vecteur important du développement local » (article [ici](#)).



Eau, assainissement, déchets

En octobre 2021, la crise de l'eau avait déjà coûté 16,8 Mds BRL en énergie

Au cours de l'année 2021, **toutes les centrales thermiques ont été exploitées**, y compris les plus coûteuses, afin de **garantir l'approvisionnement en énergie et d'éviter des coupures d'électricité dans le pays**. Le coût de ces mesures, mises en œuvre face à la crise hydrique, a dépassé les prévisions du gouvernement. Selon le ministère des mines et de l'énergie (MME), les **dépenses liées à l'utilisation de centrales thermoélectriques et à l'importation d'électricité d'Argentine et d'Uruguay se sont élevées à 16,8 Mds BRL (2,6 Mds EUR), entre début 2021 et octobre**.

En juillet, le MME avait estimé que ces mesures représenteraient un budget de **13,1 Mds BRL** jusqu'en novembre de la même année. La **variation du coût par rapport aux prévisions** est attribuée à la **dégradation des conditions d'exploitation** au long de l'année 2021, ainsi qu'à **l'augmentation du coût des combustibles** pour la production d'électricité à partir de centrales thermoélectriques. Ces dépenses additionnelles sont **répercutées sur les consommateurs par le biais des drapeaux tarifaires** (taux facturé en fonction des conditions de production). Avec l'aggravation de la crise hydrique, l'Agence nationale de l'énergie électrique (Aneel) a **réajusté le taux de 52%** avant même de signaler que les ressources pourraient être insuffisantes et créer le **"drapeau de pénurie d'eau", se traduisant par un**

supplément de 14 BRL pour chaque tranche de 100 kilowattheures (kwh) consommés. Le nouveau niveau est entré en vigueur en septembre et devrait être maintenu jusqu'en avril 2022 (article [ici](#)).

42 Mds BRL d'investissements engagés depuis le nouveau cadre réglementaire

La **vague de mise en concessions sur le secteur de l'eau et l'assainissement se poursuivra en 2022**, a priori sur un **rythme plus mesuré** après deux années très intenses.

42,2 Mds BRL (6,65 Mds EUR) d'investissements ont été engagés depuis l'approbation du nouveau cadre juridique, en juillet 2020. Sur ce montant, 32 Mds BRL ciblent l'Etat de Rio de Janeiro. Depuis juillet 2020, au moins dix grands contrats de concession ont été signés, notamment dans les Etats de Alagoas, Espírito Santo, Mato Grosso do Sul et Amapá, au-delà de Rio de Janeiro.

En 2022, les appels d'offres devraient se poursuivre avec des projets tels que la **concession de Porto Alegre (RS), et un partenariat public-privé (PPP) au Ceará**. La structuration des projets de mise en concession devrait également être engagée, avec l'appui de la BNDES, pour au moins trois Etats : **Paraíba, Sergipe et Rondônia**. Plusieurs autres projets de concession sont en construction au sein des Etats (indépendamment de la BNDES), comme

au Minas Gerais, à Bahia, au Paraná et à Goiás. Ces derniers ne devraient pas émerger avant 2023. Ce mouvement de mise en concession dans les Etats résulte largement de **l'objectif d'universalisation** introduit par le nouveau cadre réglementaire et de **l'évaluation des capacités économiques et financières des entreprises publiques d'Etat à y contribuer**. Ces mesures engagent à mobiliser différentes solutions dont les mises en concession ou les privatisations.

Outre les concessions, l'année à venir devrait être marquée par **l'introduction en bourse de Corsan (Companhia Riograndense de Saneamento)**, qui se présente comme la 1^{ère} privatisation du secteur au Brésil et devrait permettre de lever 1 Mds BRL par émission d'actions. L'État de Rio Grande do Sul devrait demeurer actionnaire à hauteur de 30% de la société. A date, 3 entreprises publiques ont été introduites en bourse : Sabesp (SP), Copasa (MG) et Sanepar (PR). Toutefois, dans ces trois cas, les États restent les actionnaires majoritaires (article [ici](#)).

Le renouvellement des contrats d'eau et d'assainissement dans le viseur du gouvernement

Etablie par le nouveau cadre réglementaire du secteur, **l'interdiction de la prolongation sans**

appel d'offres des contrats de concession d'eau et d'assainissement est menacée de contournement.

En cause, la décision de la société d'eau et d'assainissement de l'Etat du Paraná (**Sanepar**), qui a révélé son intention de demander la **prolongation jusqu'en 2048** ses contrats de fourniture de services d'eau et d'égouts dans les municipalités du Paraná.

La Sanepar revendique la **nécessité d'une extension de ses contrats actuels** étant donné l'objectif d'**universalisation** des services d'eau et d'assainissement qui **entraîne un déséquilibre économique et financier dans l'entreprise sur les contrats en cours d'exécution**. L'argumentation vise notamment à **distinguer la "prolongation du délai pour rééquilibrer les contrats" et la "prolongation discrétionnaire en fin de contrat"**.

Cette lecture des textes n'est évidemment pas l'esprit du cadre réglementaire introduit en juillet 2020 et qui entend **imposer aux entreprises de démontrer leurs capacités économiques et financières à concourir à l'universalisation des services avant de pouvoir soumettre toute offre lors des processus de mises en concession**. L'allégation de la Sanepar, qui pourrait ouvrir une brèche dans le cadre réglementaire, est à actuellement l'étude (article [ici](#)).



Infrastructures & Transports

79 mises en concession d'infrastructures en 2021 et de fortes ambitions pour 2022

Selon le ministre des Infrastructures, Le Brésil a organisé **79 ventes aux enchères et mises en concessions d'infrastructures en 2021**, dont 22 aéroports, 13 ports, 3 autoroutes et 1 ligne de chemin de fer. Le montant des **contrats d'investissement s'élève à 40 Mds BRL (6,25 Mds EUR)**.

Sur les **3 dernières années** (entre 2019 et 2021), les investissements dans les infrastructures totalisent **110 Mds BRL (17,2 Mds EUR)**, selon le ministère des Infrastructures, dont 90 Mds BRL en investissements directs et 19,5 Mds correspondant aux subventions générées lors des enchères. Les investissements visent différents modes de transport, tels que le rail, l'aérien, les terminaux portuaires et les voies navigables.

A la veille de la dernière année de son mandat, le gouvernement Bolsonaro affiche encore **146 actifs au sein de son portefeuille de projets de concessions et de privatisations, qui pourraient générer 377 Mds BRL (58,9 Mds EUR) de nouveaux investissements**. L'objectif sera de progresser autant que possible sur ces projets de désétatisation en 2022, même si la tenue des élections présidentielle conduira inmanquablement au glissement d'une partie du portefeuille vers la prochaine administration. Le gouvernement demeure **confiant sur l'appétence, y compris d'investisseurs étrangers, pour les enchères en 2022**.

Sur son périmètre sectoriel, le **ministère des Infrastructures envisage la vente aux enchères de 50 actifs en 2022**, pour des investissements de 165,5 Mds BRL (25,8 Mds EUR), **ambition excédant le total des investissements contractés entre 2019 et 2021**. Parmi les actifs cibles pour 2022 figurent les **16 aéroports du 7^{ème} et dernier cycle de concessions aéroportuaires, ainsi que deux terminaux qui feront l'objet d'un nouvel appel d'offres (Viracopos-SP et São Gonçalo do Amarante-RN)**. Dans ce secteur, la prévision est de mobiliser au moins 13,4 Mds BRL (2,1 Mds EUR) en investissements (articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

Le développement ferroviaire brésilien à nouveau sur les rails

Le président Jair Bolsonaro a validé le 23/12 la loi instituant un nouveau **modèle de développement « par autorisation » des chemins de fer pour le fret au Brésil**.

Par ce système, un investisseur exprimant son intérêt pour la construction d'un tronçon de réseau ferroviaire, **reçoit, après une évaluation rapide et simplifiée par le gouvernement, l'autorisation de mettre en œuvre le projet. L'entrepreneur est propriétaire de l'infrastructure**.

Après 100 ans, le Brésil devrait ainsi relancer le **développement de chemins de fer par l'initiative privée**. Selon le ministre des Infrastructures, **49**

demandes d'autorisation pour la construction de chemins de fer privés ont été déposées. Ces projets devraient représenter **165,8 Mds BRL (25,9 Mds EUR) d'investissements et 12 900 km de nouvelles voies**.

Par ailleurs, le Ministère des Infrastructures a annoncé le 16/12 l'ouverture d'une consultation publique visant à **formuler un cadre juridique pour le développement du transport ferroviaire de passagers**. L'objectif est de transmettre un projet de loi au Congrès dès début 2022. Parallèlement, un accord a été signé avec le Laboratoire de transport et de logistique de l'Université fédérale de Santa Catarina (UFSC) pour la réalisation d'un plan de développement des trains de passagers, attendu pour fin 2022, qui **identifiera les liaisons prioritaires et les itinéraires possibles**, en évaluant de manière préliminaire la faisabilité technique et économique de ces tronçons (articles [ici](#), [ici](#), [ici](#)).

Le gouvernement approuve le modèle et les conditions de la privatisation de deux entreprises publiques

Les décisions ont été approuvées lors de la réunion du 16/12 du conseil d'administration du Programme de partenariat d'investissement (PPI), chargé de gérer les privatisations et les concessions, pour la **Companhia Docas do Espírito Santo (Codesa), gestionnaire des ports de Vitória et Barra do Riacho, et Companhia Brasileira de Trens Urbanos (CBTU) à Minas Gerais**.

Il s'agira de la **1^{ère} privatisation d'un administrateur portuaire**. Le gouvernement prévoit de conclure le processus au premier trimestre de 2022. La vente de Codesa servira de **modèle pour la privatisation de la Companhia Docas do Estado de São Paulo (Codesp, actuelle autorité portuaire de Santos)**. Le gouvernement vendra les actions de Codesa pour 325,8 M BRL, en plus de confier la gestion du port au secteur privé, par une concession de 35 ans.

En ce qui concerne la **Compagnie brésilienne des trains urbains (CBTU)**, qui exploite le métro à Belo Horizonte et dans la région, les actions de l'Union

seront également vendues et le **service (ligne 1 et ligne 2, qui sera toujours construite par le gagnant**

de l'appel d'offres) sera concédé pour 30 ans au secteur privé (article [ici](#)).

Et enfin...

- ❖ L'Agence nationale de l'aviation civile (Anac) a approuvé, mardi 21 décembre, le projet et les études finales du **7^{ème} cycle de concessions aéroportuaires, qui transférera 16 aéroports au secteur privé en 2022, dont deux « joyaux de la couronne », les terminaux de Congonhas (SP) et Santos Dumont (RJ).**
- ❖ Avec un nouveau modèle de prêt mobilisant un « pool » de dix banques (dont des organisations nationales, étrangères et multinationales), **la BNDES a débloqué (28/12) 7 Mds BRL pour la construction de la Ligne 6-Orange du métro de São Paulo** (plus grand PPP d'infrastructure en Amérique latine), soit 41% de l'investissement de 17 Mds BRL. **De nombreux intérêts français sont mobilisés sur ce projet.**
- ❖ Le gouvernement prépare la **vente aux enchères de 2 565 km d'autoroutes entre Rondônia, Mato Grosso et Goiás**. Structurée par la BNDES en quatre lots, la vente aux enchères, espérée pour le 3^{ème} trimestre 2022, table sur des **investissements de 13,6 Mds BRL sur la période de concession de 30 ans**. Il s'agit notamment de consolider le réseau pour le fret agroalimentaire et de **former un corridor logistique entre Porto Velho (RO) et le port de Santos (SP).**

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international